

contribution de 500 000 dollars étalée sur deux ans, aide au financement d'un projet visant à améliorer les secours d'urgence, les services post-urgence et les services de réadaptation à l'intention des victimes de mines en améliorant la collecte et l'analyse des données. Au cours de l'exercice 2000-2001, le projet a produit un outil pour le suivi des blessures (intitulé *Guidance for surveillance of injuries due to landmines and unexploded ordnance*) qui a fait l'objet d'essais en Azerbaïdjan et au Kosovo et qui a été distribué aux bureaux de l'OMS, aux gouvernements, aux ONG et aux Nations Unies. Les premières consultations sur l'utilisation de ces directives ont eu lieu auprès de pays africains, y compris l'Éthiopie, l'Ouganda et le Mozambique.

Le PRINIM a versé 9 000 dollars à l'organisme Nonviolence International Southeast Asia pour la collecte, l'analyse et la diffusion de renseignements sur l'utilisation des mines terrestres et sur l'état de l'aide aux survivants en Birmanie. Les données recueillies grâce à un réseau d'individus et d'organisations dans ce pays ont été utilisées dans le *Rapport 2001 de l'Observatoire des mines*.

Recherches et recommandations

Le Programme de recherches et d'élaboration de politiques du MAECI a versé 80 000 dollars à l'ONG International Peace Research Institute d'Oslo pour des études effectuées dans le cadre d'un projet consacré à l'aide aux populations touchées par les mines (« Assistance to Mine-Affected Communities »). Cette contribution a permis de financer des études de terrain sur divers aspects de la question – l'impact des mines terrestres et de l'action humanitaire sur les populations locales, le rôle de la communauté dans l'action antimines –

ainsi qu'une série d'études de cas. Les recherches sont destinées à jeter les fondements analytiques de nouveaux projets qui ont pour but de développer l'aptitude des populations touchées à faire face au problème et à participer à l'action antimines.

Le PRINIM a également versé 59 000 dollars au Centre de recherches pour le développement international pour la première phase de son projet consacré à une stratégie intégrée d'action antimines et de développement. Le projet vise à fournir aux États touchés par les mines des outils qui serviront à planifier l'intégration de l'action antimines dans les structures et plans de développement. À long terme, au fur et à mesure que ces pays pourront mettre la Convention d'Ottawa en pratique, bon nombre d'entre eux passeront de la catégorie « gravement touchés » à une catégorie moins élevée, et d'une situation d'urgence et de relèvement post-conflit à une évolution davantage apparentée au développement à long terme. Grâce à des consultations étroites avec l'Institut national de déminage du Mozambique, à des études sur les liens entre l'action antimines et les secteurs nationaux, et à des ateliers consacrés au perfectionnement de la méthodologie, le projet a mis au point un outil de mise à l'essai qui a pour objet de faciliter cette transition.

De plus, la somme de 109 000 dollars a été fournie au Centre for International and Security Studies de l'Université York pour appuyer la deuxième année de son programme de recherches sur l'action antimines. Cette initiative comportait un concours de rédaction d'essais à l'intention des étudiants, visant à favoriser des travaux de recherche consacrés à la formulation des politiques dans ce domaine et à développer l'aptitude des universités canadiennes à contribuer à une meilleure compréhension de l'action antimines à l'échelle mondiale.